

Les conséquences sociales de la crise mondiale : quelques réflexions à partir de données récentes

FRÉDÉRIC LEBARON

Si l'on met à part quelques dirigeants d'entreprises en difficulté, les victimes de Bernard Madoff, divers patrons ruinés, quelques milliers de *traders* licenciés, les membres des classes dominantes, en particulier dans les pays du « centre », bénéficient de multiples ressources (économiques, culturelles, sociales et symboliques) qui leur ont largement permis d'éviter d'en supporter les effets concrets. À l'opposé, les classes populaires, moyennes et plus largement l'ensemble des acteurs « ordinaires » de l'économie (salariés et indépendants) ont été plus fortement affectés, en premier lieu par le chômage croissant, le sous-emploi et la pauvreté accrus. Dans les pays où les systèmes de protection sociale sont embryonnaires ou inexistant, ces conséquences sont évidemment bien plus redoutables encore.

Au-delà des effets les plus fréquemment décrits, on peut légitimement se demander si la crise a d'ores et déjà eu – ou, de façon plus spéculative, pourrait avoir – des conséquences relatives aux différentes dimensions du bien-être et, plus largement, de la vie collective : revenus et patrimoines, relations professionnelles et climat social dans les entreprises, comportements d'épargne et de consommation, voire comportements démographiques, participation électorale et

vote, opinions et attitudes éthico-économiques ? Difficile à objectiver, faute de recul et surtout d'enquêtes et d'observations suffisamment solides, cet éventuel changement peut néanmoins être approché, en étant particulièrement attentif aux variations sociales et géographiques, en s'appuyant sur une rapide synthèse de quelques-unes des données et enquêtes existantes.

En l'absence de données suffisamment récentes et régulières en provenance de la statistique publique, qui, comme le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi l'a souligné¹, sont centrées sur les indicateurs marchands de la comptabilité nationale, on est conduit à compléter celles-ci en se tournant – au moins provisoirement – vers les nombreuses enquêtes d'opinion et d'attitude ; celles-ci, malgré les difficultés méthodologiques bien connues qui les caractérisent², permettent en effet

1. J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Paris, Odile Jacob, 2009.

2. Voir notamment P. Lehingue, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, 2007.

d'approcher de façon plus « continue » certains des « mouvements » en cours. Les thèmes mêmes de ces enquêtes, qui se focalisent sur la crise en y voyant le plus souvent un « vecteur de changement », révèlent d'abord les variations dans les perceptions, les souhaits et les inquiétudes qui traversent les classes dominantes³. Il n'en reste pas moins que les résultats livrent des informations de premier plan sur certaines dynamiques en cours.

Les conséquences sociales de la crise mondiale

Les conséquences les plus tangibles de la crise au niveau mondial, mises en évidence par le Bureau international du travail (BIT) dans ses Tendances mondiales de l'emploi de janvier 2010⁴, sont la montée du chômage, du sous-emploi, de l'emploi informel (« vulnérable »), de la pauvreté, en particulier du nombre de « travailleurs pauvres » (*working poor*). Le chômage a progressé entre 2007 et 2009 d'environ 34 millions (le taux passant de 6% à 6,6%). Le BIT constate que la progression se poursuit en 2010, mais elle devrait être surtout concentrée dans les pays développés et l'Union européenne (UE), qui ont déjà contribué pour 40% de la croissance du chômage entre 2007 et 2009. En plus des pays du « centre », le chômage a surtout progressé dans la CEI, en Amérique latine - Caraïbes : avec l'Europe. Ces zones réunies représentent au total les deux-tiers de la progression.

La baisse du taux d'emploi, l'indicateur-phare de la stratégie de Lisbonne

en Europe, est elle aussi assez nette, se situant de 60,9% à 60,4% au niveau mondial entre 2008 et 2009. La productivité par travailleur a néanmoins chuté, du fait d'une baisse encore plus marquée de la production que de l'emploi : la forte flexibilité du travail dans les pays du centre n'a donc pas suffi à « ajuster » la production aux conditions de la crise. Le taux d'activité a lui-même décliné dans les pays qui ont connu la plus forte progression du chômage, en particulier chez les jeunes (l'évolution de la situation des hommes et des femmes étant, sur ce plan, relativement symétrique). L'emploi « vulnérable » (défini par la proportion d'indépendants – *self-employed* – et d'aides familiaux, pas ou mal couverts par des dispositifs de sécurité sociale, au sein de la population active) aurait, selon les scénarios du BIT, recommencé à augmenter et se situerait désormais autour de 50%, ce qui représenterait entre 1,48 et 1,59 milliards d'individus. En contrepartie, l'emploi salarié a connu dans certains pays (Irlande, pays baltes) une forte baisse.

Alors que l'extrême pauvreté (les individus gagnant moins de 2 dollars en parité de pouvoir d'achat par jour) avait décliné entre 1998 et 2008, surtout du fait de la progression en Chine et en Inde, il est vraisemblable selon le BIT qu'elle ait recommencé à augmenter en 2009. Mais faute d'enquête précise et régulière sur les revenus et leur distribution au niveau mondial, on devra attendre encore quelque temps avant d'avoir la confirmation de ces faits. Enfin, du point de vue sectoriel, les enquêtes montrent une certaine diversité des tendances, même si c'est surtout l'industrie qui a été affectée. L'emploi dans l'éducation, le secteur social, voire l'administration, a manifestement rempli une importante fonction contra-cyclique dans de nombreux pays.

3. P. Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, pp. 222-235.

4. BIT, *Tendances mondiales de l'emploi*, 2010.

Ces dynamiques sont à rapprocher de certaines des tendances plus globales déjà à l'œuvre depuis l'accentuation des logiques propres au capitalisme financier : le déclin de la paysannerie soumise à la concurrence mondiale et poussée vers les villes, qui crée et recrée continûment un volant d'emploi précaire urbain, la fragilisation du monde ouvrier, notamment dans les « vieux » pays industriels, le poids toujours important du secteur « informel » comme recours face à la dégradation conjoncturelle du marché du travail dans les pays en transition, etc. Parallèlement à ces phénomènes, on continue d'assister à la remise en cause des statuts de la fonction publique dans les pays européens. Les constats dépendent cependant de la position occupée par les pays dans l'espace mondial : la Chine, l'Inde, les pays émergents plus largement, connaissent des évolutions spécifiques, caractérisées en premier lieu par l'élargissement continu d'une « classe moyenne » composée de salariés et d'indépendants aux revenus en augmentation rapide, mais aussi un sous-emploi massif dans les campagnes, qui pousse les ruraux vers les villes (avec le phénomène des migrants d'origine rurale, *nongmingong* en Chine⁵).

La crise a fortement sollicité les systèmes de protection sociale, dans les pays où ils sont développés⁶, mais aussi dans les pays émergents où la protection face aux aléas du marché a été mise sur

l'agenda des politiques publiques. Le développement, encore embryonnaire, d'un État-providence commence à se traduire par la construction de dispositifs de protection contre les diverses formes d'insécurité économique ; les inégalités économiques, géographiques, commencent à y être combattues, parfois avec certains succès⁷.

Les évolutions de la stratification sociale qui résultent de la crise sont indissociables du renforcement des inégalités de revenu et de patrimoine au profit de groupes sociaux très étroits situés en haut de l'échelle, qui s'est opéré durant la phase de croissance qui l'a précédée (voir le tableau ci-dessous, issu d'*Alternatives économiques* pour la France). Depuis 2009 et avec la reprise de la hausse sur les marchés financiers, ces tendances semblent s'être rapidement reconstituées, mais l'on ne dispose pas encore des éléments statistiques pour le prouver.

Revenu déclaré moyen de la tranche	2004	2007	Hausse en %	Hausse en valeur
0% à 90%	15490	16913	+9%	+1423
les 10%	43379	480003	+11%	+4624
le 1%	101922	118634	+16%	+16712
le 0,1%	263017	335246	+27%	+72229
le 0,01%	907932	1269555	+40%	+361623

Source : INSEE, 2010.

La crise dans le monde du travail

La crise a directement affecté la vie ordinaire au sein des organisations, en mettant en cause la légitimité d'un management tourné vers la maximisation du profit « pour l'actionnaire », avec ses

5. J.-L. Rocca, *Une sociologie de la Chine*, Paris, La Découverte, 2010, p. 56 et sq.

6. Même aux États-Unis, des mesures exceptionnelles d'extension des allocations (*extended unemployment compensation*), qui octroient aux chômeurs qui le souhaitent une prolongation de leurs droits aux indemnités. Voir C. Charpy (dir.), *Emploiscopie. Travail et emploi aujourd'hui et demain*, Paris, Fayard, 2010, chapitre 3.

7. Au Brésil, les inégalités de revenu connaissent depuis plusieurs années une baisse tendancielle qui n'a, semble-t-il, pas été mise en cause par la crise. Voir les recherches de Sonia Rocha.

exigences largement issues de la finance depuis de nombreuses années, surtout dans les grandes entreprises. Parmi les salariés français, la perception du système économique atteint des niveaux de critique extrêmement élevés en 2009. Les cadres sont moins « critiques » que les ouvriers et les employés, mais, selon l'enquête TNS-Sofres Altedia d'octobre 2009 sur « les salariés dans la crise »⁸, ils étaient tout de même 53% à « trouver normal, dans certains cas, que les salariés aient recours à la force pour faire valoir leurs revendications auprès de leur employeur » (la proportion atteignant 75% chez les ouvriers). La perception critique est particulièrement forte au sein des grandes entreprises, et la défiance envers la hiérarchie au sein de l'administration. 61% des salariés n'adhèrent pas à l'idée que « dans [leur] entreprise/administration les intérêts des dirigeants et des salariés vont dans le même sens ». Si ce résultat montre l'importance de la défiance envers la hiérarchie, il révèle aussi une désillusion plus profonde des salariés situés au bas de l'échelle.

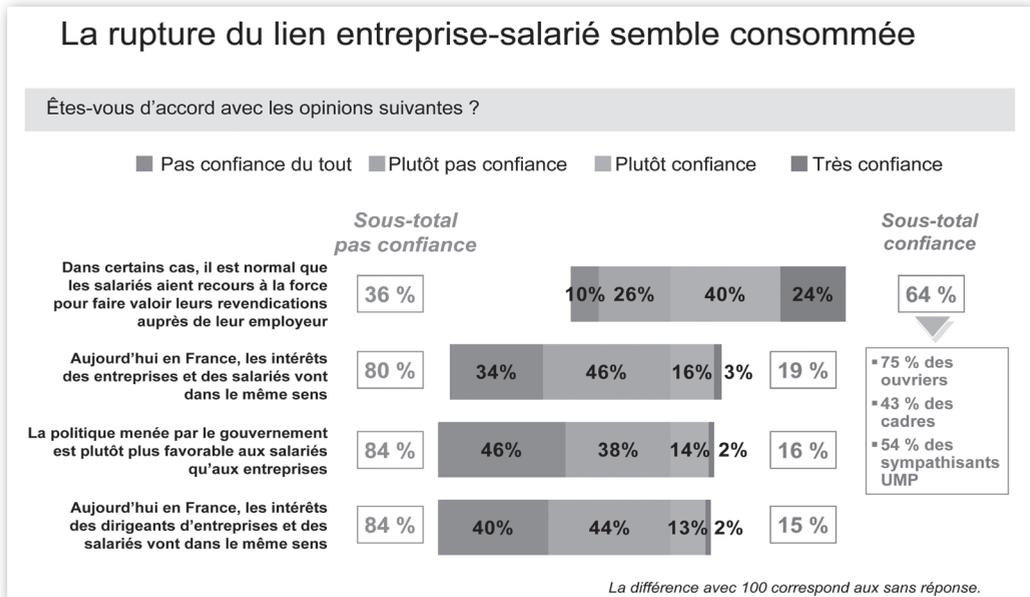
Même au sein du « petit patronat », le pessimisme sur l'état économique du pays et la critique de l'action gouvernementale, qui ont beaucoup augmenté en 2008, se maintiennent à des niveaux très élevés en 2009 et 2010 : selon le baromètre de conjoncture Ifop-Fiducial des très petites entreprises (TPE) de janvier-février-mars 2010, « près de six TPE sur dix ne perçoivent pas de ligne directrice forte dans la politique du gouvernement ». Le gouvernement est perçu au sein des TPE comme étant d'abord à l'écoute des « très grandes entreprises » et des « entreprises du CAC40 ». Selon les données du

baromètre KPMG-CGPME 2010 sur le « financement et l'accès au crédit » (avril 2010), la perception des dirigeants de petites et moyennes entreprises (PME) de 10 à 500 salariés face à l'avenir est elle aussi « négative », et les difficultés d'accès aux financements y contribuent : « 80% des dirigeants de PME se déclarent inquiets pour l'économie française, contre 72% en janvier 2010, même s'ils sont moins nombreux qu'il y a un an (87% en février 2009). Ce sentiment est particulièrement fort dans les secteurs de la construction et de l'industrie (respectivement 91% et 89% de patrons inquiets) [...] Plus des trois-quarts des PME déclarent être confrontées à au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque, à un niveau stable depuis 6 mois, mais en hausse de 17 points en un an. On assiste à un renforcement des exigences des banques pour l'attribution des crédits : une PME sur deux doit présenter des cofinancements ou des garanties ; 46% (+4 points) des entreprises obtiennent des crédits à des taux ou des frais élevés, ou pour des montants plus faibles que souhaités, et 42% (+4 points) doivent fournir des garanties supplémentaires. Enfin, les délais d'acceptation tendent à s'allonger pour 33% des PME (contre 30% en janvier) ».

D'autres enquêtes montrent que les dirigeants d'entreprise de plus de 20 salariés continuent cependant de privilégier la baisse des charges (« taxe professionnelle, améliorer la compétitivité ») comme « levier de sortie de crise » : dans l'enquête Ifop réalisée pour l'Association pour le développement de l'économie numérique (ADEN) en février 2010 sur ce thème, 42% des chefs d'entreprise de plus de 20 salariés évoquent cette mesure, contre 12% le soutien aux banques et 8% le soutien aux entreprises (voir tableau 1).

8. Il s'agit d'une étude en ligne réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1005 salariés.

Tableau 1



Source : TNS/Sofres, Baromètre de la confiance politique Première vague - Décembre 2009, http://www.tns-sofres.com/_assets/files/2010.01.15-confiance-politique.pdf, page 34.

Qu'en est-il au niveau mondial ? Les enquêtes successives, réalisées en 2009 dans plus de 20 pays (24 en octobre 2009, passation par Internet sur échantillons représentatifs) par BVA-WIN pour *Les Échos* sous le titre de « Baromètre mondial de la crise économique » font apparaître un fort impact de la crise sur le stress et l'anxiété des salariés, qui se lit également dans les difficultés de sommeil des répondants, notamment aux États-Unis et en Chine. Si les conséquences de la crise au sein des organisations et de la vie professionnelle n'ont pas été très visibles dans l'espace public, la baisse de l'activité a, semble-t-il, engendré de fortes conséquences « psychiques » pour un grand nombre de travailleurs, même dans les pays qui n'ont pas subi la plus grosse chute de production. La mobilisation autour du « stress au travail » a été ainsi probable-

ment renforcée par le contexte de crise (voir tableau 2, page 96).

On ne dispose malheureusement pas encore de données plus « objectives » sur la « conflictualité » au sein du monde du travail, faute d'enquêtes très régulières sur le modèle de l'enquête de la DARES, Relations professionnelles et négociations d'entreprise (REPONSE), elle-même copiée d'enquêtes britanniques sur les *industrial relations*⁹. Les données du BIT, issues des administrations et disponibles seulement jusqu'en 2008¹⁰, ne font pas apparaître de nette tendance à la hausse ou à la baisse des conflits du

9. Cf. Sophie Bérout, Jean-Michel Denis, Guillaume Desage, Baptiste Giraud, Jérôme Pélisse, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe en Bauges, éd. du Croquant, 2008.

10. BIT, Base de données LABORSTA. http://laborsta.ilo.org/default_F.html

Tableau 2

Conséquences de la situation économique actuelle sur le moral

○ Au cours des trois derniers mois, la situation économique actuelle a-t-elle déjà directement provoqué chez vous ... ?

	Stress %	Anxiété %	Difficultés pour dormir %	Dépression %	Moyenne %**	
					Octobre 2009	Rappels Août
Etats-Unis	63	52	48	30	48	51
Chine	55	37	34	21	37	36
Grande Bretagne	42	42	39	22	36	33
Japon	43	54	23	10	33	35
Canada	42	37	31	18	32	26
France	38	50	25	9	31	29
Arabie Saoudite	28	46	30	21	31	40
Brésil	38	37	27	10	28	26
Inde	38	28	22	19	27	27
Russie	29	41	12	20	26	23
Suisse	31	33	23	6	23	23
Italie	27	24	20	9	20	19
Espagne	26	20	16	9	18	19
Moyenne des 24 pays	39	38	26	17	30	31***
Moyenne BRIC*	40	36	24	18	29	30
Moyenne G7	41	43	28	17	32	28****

Source : BVA, Baromètre mondial de la crise économique, http://www.bva.fr/administration/data/sondage/sondage_fiche/815/fichier_etude_bva-win_barometre_mondial_de_la_crise_economique_octobre_20091891f.pdf, page 23.

travail dans les différentes régions du monde. On observe certes des valeurs élevées dans certains pays d'Europe centrale et orientale touchés par la crise en 2008 (Lettonie, Lituanie...), mais il est difficile d'en conclure pour l'instant à un net regain de conflictualité, pas plus d'ailleurs qu'à une diminution. La mesure est ici, il est vrai, à la fois délicate et imprécise : les données administratives sont souvent incomplètes et biaisées et l'on manque d'observations systématiques jusqu'à la période la plus récente.

De façon relativement attendue, la crise semble donc d'abord avoir été perçue à travers des attitudes individuelles d'inquiétude, voire d'angoisse, des travailleurs face à un choc « externe ». Elles n'ont pas été converties en mouvement

collectif ou revendicatif global¹¹ – et ne pouvaient guère être, en l'état des forces collectives et de la faible valeur symbolique, en particulier en Europe, des discours de mobilisation (qu'ils soient strictement syndicaux, ou encore d'inspiration « socialiste », « marxiste », etc.). L'échec relatif des mobilisations syndicales en France, après des manifestations très importantes en janvier et mars 2009, a illustré cette difficulté à transformer l'anxiété individuelle en action collective. Le contexte grec actuel montre cependant que des situations de crise extrêmes

11. Sur la difficulté de prise en charge collective de souffrances vécues comme individuelles, cf. C. Baudelot, M. Gollac, *Travailler pour être heureux ? Bonheur et travail en France*, Paris, Fayard, 2003.

peuvent conduire à une montée rapide des tensions sociales.

Consommation et styles de vie : une rupture durable ?

En dépit d'analyses qui évoquent avec une certaine emphase la « rupture » que constituerait la crise du point de vue des modes de vie¹², et même si les variations conjoncturelles sont très régulièrement mesurées grâce aux nombreuses enquêtes sur le moral des ménages ou des chefs d'entreprise, on dispose pour l'instant de peu de données fiables sur les effets durables de celle-ci sur les pratiques de consommation et plus largement sur les styles de vie et « attitudes » plus globales des différents groupes sociaux, qui obéissent à des logiques sociales spécifiques, liées à des ressources à la fois économiques, culturelles, sociales et symboliques¹³.

Parmi les effets de la crise, le moindre n'est peut-être pas la relative perte d'attrait – momentanée ? – du style de vie usuellement associé aux classes moyennes et aisées des États-Unis, caractérisé par l'attrait de l'accès à la maison individuelle, l'usage de grosses voitures, l'endettement massif, la spéculation financière, une consommation énergétique démesurée, voire, plus largement, un certain luxe

« ostentatoire », selon la catégorie chère à Thorstein Veblen¹⁴. Ces aspects du style de vie des catégories à fort capital économique plutôt que culturel¹⁵ ont été au moins partiellement discrédités par la crise. La tendance à un reflux plus général des attitudes « consuméristes », lié au discrédit de l'endettement des ménages, est un autre élément notable, même s'il n'est pas spécifique à cette crise et renvoie également à la « prise de conscience » écologique globale (voir l'encadré page 98).

Les anticipations négatives des consommateurs perdurent longtemps en 2009, avec toutefois de nombreuses différences selon les pays. Dès l'automne 2009, un très léger mouvement de regain d'optimisme apparaît en Europe : « plus d'Européens croient maintenant que les douze prochains mois seront meilleurs en ce qui concerne l'économie européenne (30%, +6), et la situation économique dans leur pays (28%, +3) »¹⁶. La perspective d'un nouveau mouvement de hausse des prix des matières premières, qui se fait jour en 2010, risque toutefois de limiter le retour à des anticipations clairement optimistes. Selon les Eurobaromètres, la hausse des prix continue d'être une préoccupation dominante pour beaucoup de ménages, même si elle l'a été beaucoup moins entre l'automne 2008 et le printemps 2009.

En France, le pessimisme des consommateurs sur la situation économique reste très élevé : sur une échelle de 0 à 10, le

12. Les premières analyses en France ont été publiées par des organismes d'études et de prospective : Coll., *Les mots de la crise*, Paris, Documentation française, 2009. Voir également Centre d'analyse stratégique, *Sortie de crise. Vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance*, Paris, La Documentation française, 2009.

13. La sociologie des styles de vie connaît aujourd'hui un très grand regain d'intérêt au niveau international. Nous avons bénéficié ici des nombreux échanges menés dans le cadre du projet SCUD, animé par Annick Prieur, avec des collègues danois, norvégiens, finlandais, britanniques, portugais, serbes.

14. T. Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970.

15. Voir les recherches de Lennart Rosenlund sur le « principe » de composition du capital. L. Rosenlund, *Exploring the City with Bourdieu: Applying Pierre Bourdieu's theories and methods to study the community*, Préface de Loïc Wacquant, VDM Verlag, 2009.

16. Eurobaromètre B72, février 2010, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb72/eb72_vol1_fr.pdf.

Crise et Luxe : déclin de la consommation ostentatoire en Europe, au Japon et aux USA

Les experts s'accordent tous à dire qu'une tendance semble se confirmer: l'affaiblissement de la consommation dans son versant ostentatoire avec comme motivation principale de signifier aux autres son statut et sa richesse. En Europe, aux USA et au Japon, cette tendance est en repli. En Russie, elle commence à s'atténuer de façon significative pour laisser place à un luxe qui va à l'essentiel.

Le secteur de la joaillerie et la façon dont Mauboussin a su tirer partie de son évolution montre bien que de nouvelles logiques de consommation se mettent en place. Alain Nemaq témoigne du « déclin de l'achat trophée, badge, signe de pouvoir ». Peu à peu les comportements traditionnels déclinent au profit de l'achat pour soi, du cadeau récompense, de l'achat-plaisir, décloisonnant ainsi les cibles acheteuses et ouvrant vers de nouveaux moments de consommation, et de nouveaux rituels d'achat. Selon le joaillier, les femmes prennent aujourd'hui leur « destin joaillier » en main, alors que dans le passé, « le bijou était offert par l'homme, porté par la femme, signe du pouvoir de l'homme sur la femme, comme un trophée ». Et ceci impactait tout : les objets et la création artistique (au service de l'intemporel), les moments d'achat (codifiés)... L'évolution des pratiques, des motivations d'achat et des cibles de consommation de la joaillerie sont des preuves d'une évolution profonde déjà en marche depuis plusieurs années.

La conjoncture semble, quant à elle amener d'autres comportements. Les experts de la table ronde s'accordent à dire que le luxe d'ostentation, acceptable et accepté avant la crise, ne l'est plus aujourd'hui. Il devient « scandaleux » à partir du moment où les inégalités s'accroissent, soit pour sa sécurité personnelle, soit par respect pour les autres mais la question demeure : Qu'en sera-t-il en sortie de crise ?

Toujours est-il que de nombreuses marques aux USA, en plein cœur de la crise boursière, s'affichent « masquées », les sacs de caisse sont sans logo, de crainte d'être perçues comme provocantes.

Source : http://www.ifop.com/media/pressdocument/11-1-document_file.pdf

« niveau d'optimisme » sur la situation de la France s'établit par exemple à 4,7 en avril 2010, selon les données du baromètre de la consommation des ménages Ifop pour Cétélem/*Le Journal du dimanche*.

On observe aussi depuis la crise, dans la plupart des enquêtes, une restriction sur certaines dépenses des ménages, comme les meubles, l'habillement, les loisirs, l'automobile. Les tendances restent plutôt à la baisse qu'à la hausse pour la plupart des postes, y compris l'immobilier, qui ne suscite toujours pas l'enthousiasme des

ménages, malgré la baisse des taux d'intérêt et des prix. Il s'agit d'un phénomène mondial, comme le montre, à nouveau, le baromètre de la crise économique mondiale réalisé en 2009 par BVA pour *Les Échos*.

Accentuation du désenchantement électoral et inflexion vers la gauche ?

L'une des sources d'observations les plus fiables sur les attitudes politiques depuis la crise est constituée par les résultats des différents scrutins qui ont

eu lieu dans le monde à partir du deuxième semestre 2008 : ils donnent en effet des indications importantes sur l'état des lieux « politique » de la planète et sur les tendances politiques « concomitantes », sinon consécutives, à la crise. Il est en effet risqué d'en tirer des inférences « causales » très fortes sur les effets de celle-ci, mais l'on peut néanmoins rapprocher certaines tendances.

L'élection de Barack Obama a évidemment été associée à l'intensification de la crise financière aux États-Unis, qui a plongé les électeurs américains dans le désarroi au deuxième semestre 2008 : l'inflexion « vers la gauche » (au moins apparente) de l'espace politique américain a ainsi pu être décrite comme l'une des premières conséquences politiques majeures de la crise financière, en premier lieu liée au discrédit de l'administration républicaine, incapable d'anticiper et de prévenir une crise immobilière puis financière qui a mis à mal l'idéologie du « marché libre ». La crise remettait directement en cause un mode de développement, voire un style de vie, que les Républicains avaient ardemment défendu. La dimension écologique, sinon écologiste, du programme de relance d'Obama a aussi été abondamment soulignée. La crise a en tout cas manifestement affaibli le courant politique « ultralibéral » aux États-Unis, qui était déjà en difficulté du fait de l'impopularité de l'administration Bush. Au Japon, on observe aussi un changement politique dans un sens comparable, avec la victoire du Parti démocrate du Japon (PDJ) aux élections législatives de juillet 2009, qui met fin au gouvernement du Parti libéral-démocrate (PLD) et enclenche une nouvelle phase de l'histoire sociale japonaise : la politique publique se tourne plus nettement vers le marché intérieur et vers les

politiques sociales. En Amérique latine, les évolutions ont été contrastées¹⁷, mais elles n'ont pas contredit, globalement, l'ancrage « à gauche » du continent depuis le début des années 2000. En Russie, le soutien au président Poutine est resté fort mais les partis d'opposition, Parti communiste russe (KPRF) en tête, ont progressé lors des dernières élections locales (mars 2010). En Inde, l'élection législative de 2009 a confirmé la prééminence du Parti du Congrès et de ses alliés, engagés dans une politique à la fois sociale et libérale sur le plan industriel (avec les privatisations). Il est plus difficile d'établir des tendances nettes pour les autres régions du monde.

Les données électorales font apparaître des dynamiques différentes en Europe, tout particulièrement au sein de l'UE : c'est plutôt la montée de l'abstention populaire, déjà visible depuis plusieurs années, qui se confirme, notamment à l'occasion des élections européennes de juin 2009, parallèlement à la montée dans plusieurs pays de mouvements de droite dite « populiste » et d'extrême-droite, dont le discours « anti-système » bénéficie des menaces sur l'emploi. Dans les nouveaux États membres, l'abstention est parfois extrêmement élevée : en juin 2009, la polarisation droite/gauche est nettement favorable à la droite, avec cependant quelques exceptions (Espagne, Grèce, etc.). Les tendances « étatistes » ou « interventionnistes » au sein de la

17. Si les élections argentines de juin 2009 ont vu le maintien au pouvoir du parti justicialiste (« péroniste ») de Cristina Kirchner, les élections chiliennes en décembre 2009 voient la victoire d'un candidat de droite à la présidentielle, en même temps qu'une certaine stabilité aux élections législatives qui ont eu lieu le même jour (avec par exemple le retour au parlement de représentants du Parti communiste).

droite européenne semblent toutefois reconquérir du terrain face aux courants plus libéraux qui les avaient marginalisées, comme le montre en France la résurgence, certes timide, d'un gaullisme plus « social » en 2009-2010. En France, la tendance est, par exemple, un peu plus clairement orientée « vers la gauche » qu'ailleurs, surtout lors des élections régionales de mars 2010, dans un contexte d'abstention populaire croissante. La social-démocratie européenne, après avoir été en position dirigeante à la fin des années 1990, peine cependant à reconstituer une unité et un projet politique et surtout économique, au moment où les politiques publiques sont redevenues fortement interventionnistes dans la plupart des pays et où s'épanouit simultanément le discours de la « rigueur » face aux déficits et à la dette publique. L'écologie, dans une moindre mesure la gauche critique, progressent dans certains pays, mais restent très peu présentes au sein des nouveaux États membres. S'il semble bien qu'une inflexion, encore timide, vers la gauche puisse être associée à la crise, il est difficile d'y voir un lien causal très simple.

Les attitudes économiques et sociales dans la crise

Les enquêtes d'opinion et d'attitude montrent enfin, sans grande surprise, une rapide montée des préoccupations relatives à l'emploi et des inquiétudes relatives à l'avenir durant les années 2008 et 2009. En Europe, les plus récentes vagues des Eurobaromètres (EB72, données collectées en octobre-novembre 2009) indiquent que les citoyens ont une vision négative de la situation de l'économie européenne (62% pensent qu'elle est « mauvaise »), mondiale (72%), et de

celle de leur pays (75%)¹⁸. Ils tendent à faire de plus en plus confiance aux gouvernements nationaux et, relativement, de moins en moins aux États-Unis et au Fonds monétaire international pour « sortir de la crise ». On note ainsi une certaine tendance à la « nationalisation » des orientations de politique économique, qui confirme l'importance du retour des États dans l'ordre économique. Le sentiment que l'Union européenne ne dispose pas de suffisamment de pouvoir et d'instruments pour défendre ses intérêts au sein de l'économie mondiale s'accroît lui aussi, légèrement, durant l'année 2009¹⁹.

Sollicités pour donner leur « opinion » sur les réformes de la finance, les Européens ne tranchent pas entre les différentes options qui leur sont proposées dans l'enquête Eurobaromètre²⁰. Alors qu'on leur propose, par ailleurs, une liste de mesures exclusivement « structurelles » qui balisent de façon très restrictive l'espace des possibles, ils plébiscitent l'objectif de la stratégie de Lisbonne, centré sur la recherche et l'innovation, le soutien à une production respectueuse de l'environnement, à l'agriculture et enfin le fait d'encourager à la création d'entreprises. Il est difficile d'en tirer des conclusions très nettes...

En France, on observe cependant fin 2009 une très forte défiance envers les acteurs financiers, notamment les banques, et une adhésion plus marquée à

18. Ces valeurs montrent pourtant une progression de l'optimisme depuis le début de 2009 ! Par ailleurs, le degré de satisfaction personnelle reste élevé, à 78%, et relativement stable malgré la crise..., ce qui confirme l'idée que ce type d'indicateur reste trop global pour mesurer une réalité tangible. Dès lors que l'on évoque leur situation professionnelle, la proportion de « satisfaits » tombe à 54% (en légère remontée depuis début 2009).

19. *Ibid.*, p. 17.

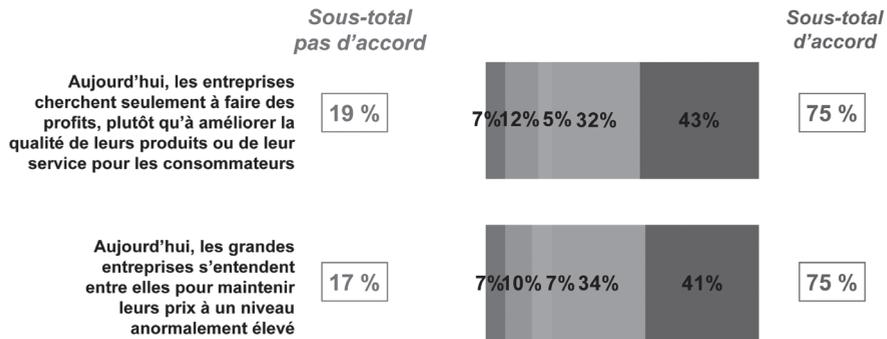
20. *Ibid.*, p. 19.

Tableau 3

Des entreprises déconnectées des préoccupations de la population

Dites-moi si vous êtes d'accord ou pas avec chacune des phrases suivantes à propos de la manière dont l'économie fonctionne aujourd'hui :

■ Pas du tout d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Ni d'accord, ni pas d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Tout à fait d'accord



La différence avec 100 correspond aux sans réponse.

Source : TNS/Sofres, Baromètre de la confiance politique, Première vague - Décembre 2009, http://www.tns-sofres.com/_assets/files/2010.01.15-con fiance-politique.pdf, page 33.

l'intervention étatique. D'après le « baromètre de la confiance politique » (TNS SOFRES-Cevipof²¹) de décembre 2009, le discrédit de l'économie capitaliste (banques, marchés financiers) atteint des sommets dans l'ensemble de la population (voir tableau 3).

De même, la nécessité d'une réforme du système capitaliste fait l'objet d'un très large soutien, 40% souhaitant même qu'il soit réformé « en profondeur ». Déjà décrits comme exceptionnellement critiques à l'égard de l'économie de marché avant la crise, les Français le sont donc

encore plus après. Mais ils sont sans doute un peu moins seuls dans un monde où la confiance envers les institutions centrales du capitalisme a été profondément ébranlée. Si les « experts » voient sans doute là à nouveau l'expression de l'incurable « manque de culture économique des Français », on peut aussi y voir, inversement, la manifestation de l'incapacité de la croyance économique dominante à s'imposer au sein de la population. ■

21. Il s'agit d'une enquête réalisée par téléphone fixe et mobile, du 9 au 19 décembre 2009, auprès d'un échantillon de 1500 personnes âgées de 18 ans et plus inscrites, constitué selon la méthode des quotas.